

Bibliographies du CRDD

Bâtiment durable et rénovation thermique

Septembre 2014



Les documents présentés dans cette bibliographie sont consultables au CRDD.

CRDD - Centre de ressources du Développement durable

Commissariat général au Développement durable
Tour Sequoia – 21.19
92055 La Défense cedex
Tél. 01 40 81 17 92/93

crdd@developpement-durable.gouv.fr

Ouvert de 9h à 17h30

Site et base de données (65 000 références) :
www.crdd.developpement-durable.gouv.fr

Sites Internet

Ministère de l'écologie – Rubrique Bâtiment et énergie

Plan bâtiment, aides financières, bâtiments neufs et bâtiments existants, diagnostic de performance énergétique, contrats de performance énergétique

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/-Batiment-et-energie-.html>

Ministère de l'écologie – Zoom sur la nouvelle réglementation thermique

Points clés de la réglementation RT 2012, contrôle de l'application de la RT 2012,

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/La-RT2012-un-saut-energetique-pour.html>

Plan Bâtiment durable

Lancé en janvier 2009, le Plan Bâtiment Durable fédère un large réseau d'acteurs du bâtiment et de l'immobilier autour d'une mission commune : atteindre les objectifs d'efficacité énergétique de ce secteur.

<http://www.planbatimentdurable.fr/>

ADEME - Bâtiment

<http://www2.ademe.fr/servlet/KBaseShow?sort=-1&cid=96&m=3&catid=12624>

ADEME – Espace écocitoyens – Mon habitation

<http://www.ecocitoyens.ademe.fr/mon-habitation>

OPEN - Observatoire Permanent de l'amélioration ENergétique du logement

Observatoire, créé à l'initiative de l'ADEME en 2006, destiné à décrire le marché de la rénovation thermique des logements. Il a vocation à fournir des études complètes et homogènes des interventions qui contribuent à une meilleure efficacité énergétique des logements. Il permet de suivre les évolutions du marché et d'étudier l'impact des actions gouvernementales et professionnelles.

<http://www.precarite-energie.org/Observatoire-Permanent-de-l.html>

RT bâtiment - Les économies d'énergie dans le bâtiment.

Ensemble des dispositifs pour améliorer la performance énergétique des bâtiments

<http://www.rt-batiment.fr/batiments-neufs/reglementation-thermique-2012/presentation.html>

Fondation Bâtiment-Energie

Cette fondation a pour mission de soutenir des projets de recherche permettant l'émergence de méthodologies et de technologies innovantes qui contribuent au Facteur 4.

<http://www.batiment-energie.org/>

Etudes - Ouvrages

18692

PLAN BATIMENT DURABLE

Plan Bâtiment durable. Rapport d'activité 2013.

<http://www.planbatimentdurable.fr/les-rapports-d-activite-r119.html>

Paris, Plan Bâtiment durable, 2014 – 114 p., ann., graph., fotogr.

La transition énergétique de la France a été affirmée comme l'un des principaux enjeux des années à venir. La conférence environnementale, la publication de la directive européenne sur l'efficacité énergétique et le lancement du débat national sur la transition énergétique ont donné un nouvel élan au Plan Bâtiment, caractérisé par la fin du Plan Bâtiment Grenelle et la naissance du Plan Bâtiment durable.

L'année 2013 a été marquée par le lancement d'un grand nombre de programmes et de concertations destinés à accompagner la transition énergétique. Toutefois, le contexte économique contraint et la difficulté à améliorer certains dispositifs n'ont pas facilité la mobilisation de la filière.

- 18585 MINISTERE DE L'ECOLOGIE, CGDD Service de l'observation et des statistiques, MINISTERE DE L'ECONOMIE DES FINANCES ET DE L'INDUSTRIE, OBSERVATOIRE DE L'ENERGIE
Chiffres clés de l'énergie. Edition 2013.
<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/2113/994/chiffres-cles-lenergie-edition-2013.html>
 Paris, Ministère de l'écologie, 2014 - 48 p., cartes, tabl., graph.
Repères CGDD
- Ce document présente une sélection de statistiques sur les différentes énergies en France et dans le monde, complétée par des éléments de méthodologie.
 Cette nouvelle version a été enrichie par des données internationales : choix de politiques énergétiques, modes de vie et hasards géologiques se traduisant par de grandes disparités entre continents et pays.*
- 21561 MINISTERE DE L'ECOLOGIE, CGDD Service de l'observation et des statistiques
Bilan énergétique de la France pour 2013,
<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/2101/969/bilan-energetique-france-2013.html>
 Paris, Ministère de l'écologie, 2014 - 168 p., tabl., graph., ann.
Références
- Le bilan de l'énergie présente les flux des différents produits énergétiques de la France pour une année donnée : approvisionnement national, activité de transformation, consommation finale tant pour les activités énergétiques que non énergétiques. Il analyse le contexte économique et énergétique, la demande d'énergie primaire, la production et les échanges extérieurs, la transformation et l'acheminement d'énergie, la consommation par énergie et par secteur, l'intensité énergétique, les émissions de CO2, la facture énergétique.*
- 20626 MINISTERE DE L'ECOLOGIE, DIRECTION GENERALE DE L'ENERGIE ET DU CLIMAT
Plan d'action de la France en matière d'efficacité énergétique – 2014.
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/La-France-remet-son-plan-d-action.html>
 Paris, Ministère de l'écologie, 2014 - 117 p.
- Conformément à l'article 3 de la directive 2012/27/UE relative à l'efficacité énergétique, la France s'est fixé un double objectif pour réduire sa consommation énergétique à l'horizon 2020 :
 - réduire sa consommation d'énergie finale à 131 Mtep (Millions de tonnes équivalent pétrole), contre 155 Mtep actuellement ;
 - réduire sa consommation d'énergie primaire à 236 Mtep, contre 260 Mtep actuellement.
 Pour atteindre ces objectifs, le plan d'action 2014 détaille les principales mesures par secteur. Les économies d'énergie structurelles générées entre 2007 et 2012 ont été évaluées, de même que les économies d'énergie qui résulteront de l'application concrète des mesures-phares : certificats d'économies d'énergie, réglementation thermique 2012 relative aux constructions neuves, crédit d'impôt développement durable, éco-prêt à taux zéro, éco-prêt logement social.*
- MINISTERE DES FINANCES ET DES COMPTES PUBLICS, MINISTERE DU LOGEMENT ET DE L'EGALITE DES TERRITOIRES, CONSEIL GENERAL DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE
 REDOUIN (JP), BAIETTO-BEYSSON (S), CHAPELON (J)
Financement des travaux de rénovation thermique par les ménages modestes.
<http://www.territoires.gouv.fr/rapport-sur-le-financement-des-travaux-de-renovation-thermique-par-les-menages-modestes>
 Paris, Ministère du logement et de l'égalité des territoires, 2014 – 47 p.
- Le financement de la rénovation thermique des logements privés nécessite une approche spécifique pour les ménages aux revenus les plus modestes. En effet, malgré des restes à charge réduits grâce aux aides publiques, ces ménages rencontrent souvent des difficultés pour accéder au crédit et boucler le financement de leurs travaux. Ce rapport étudie la capacité du micro-crédit à répondre à ce besoin. Il propose notamment la mise en place d'un partenariat entre les Sociétés anonymes coopératives d'intérêt collectif (SACICAP), dont l'expertise est reconnue, et un acteur bancaire, qui pourrait être La Banque Postale.*

PLAN BATIMENT DURABLE, CAPEB, ESSEC BUSINESS SCHOOL
BASILI (S), NAPPI-CHOULET (I)

Rapport du chantier « Rénovation énergétique et filière bâtiment » - REFB. Rapport à Philippe Pelletier, président du Plan Bâtiment durable. - Juillet 2014,

http://www.planbatimentdurable.fr/IMG/pdf/140703_-_Rapport_REFB_Plan_Batiment_Durable_version_definitive.pdf

Paris, Plan bâtiment durable, 2014 – 52 p.

Ce rapport formule des propositions sur l'accompagnement des petites structures de la filière bâtiment face aux enjeux de la transition énergétique. Deux grandes typologies de propositions y sont développées :

- *l'une dédiée aux modes organisationnels et à leur optimisation : clarifier les formes d'actions groupées, favoriser la pratique des groupements d'entreprises, l'incertitude juridique autour des groupements momentanés d'entreprises, promotion et marketing de l'offre globale ;*
- *l'autre dédiée aux professionnels : développer une information adéquate rassemblée pour les professionnels, des documents communs aux acteurs de la filière, développement des outils numériques de formation.*

PLAN URBANISME CONSTRUCTION ARCHITECTURE, AGENCE NATIONALE DE L'HABITAT
Amélioration énergétique en copropriétés.

– **Cahier n° 1 : Les leviers pour déclencher les travaux. Septembre 2012.- 60 p.**

– **Cahier n° 2 : Les leviers pour déclencher les travaux. Les copropriétés passionnent. Mars 2013.- 30 p.**

– **Cahier n° 3 : Les leviers pour déclencher les travaux. Copropriétés : « work in progress ». Octobre 2013.- 28 p.**

– **Cahier n° 4 : Les leviers pour déclencher les travaux. Outils technico-financiers, acteurs et méthodes. Avril 2014.- 20 p.**

http://rp.urbanisme.equipement.gouv.fr/puca/activites/actions_energie_copros.htm

Paris, PUCA

En lançant le programme « Amélioration énergétique en copropriétés », le Puca et l'Anah ont voulu lever les difficultés, voire les blocages à l'enclenchement des travaux de réhabilitation thermique dans les logements collectifs du secteur privé par la mise à disposition d'outils et de méthodes innovantes.

12 recherches-actions portant sur des copropriétés souhaitant engager des travaux de réhabilitation thermique ont ainsi été menées, sélectionnées autour de quatre axes de progrès :

- *faciliter l'élaboration des programmes de travaux et le choix de solutions techniques dédiées ;*
- *mobiliser des moyens de financement adaptés ;*
- *faire adhérer les copropriétaires aux processus de décision et garantir les performances ;*
- *proposer des outils d'assistance, de mesure, de gestion et de contrôle de l'amont à l'aval des projets.*

L'ensemble des recherches actions a fait l'objet d'un suivi reposant sur l'organisation de plusieurs séminaires d'échanges entre les équipes afin d'évaluer l'avancement de leurs travaux et d'en assurer un enrichissement progressif. Ces cahiers constituent les actes de ces séminaires.

20443

AGENCE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA MAITRISE DE L'ENERGIE

Climat, air et énergie. Edition 2013.

<http://www2.ademe.fr/servlet/getDoc?cid=96&m=3&id=91342&p1=30&ref=12441>

Angers, ADEME, 2014 - 136 p., graph., tabl.

Chiffres clés

Ce document présente l'évolution des chiffres clés de l'énergie de 1970 à 2012. Il rassemble les données essentielles sur la consommation d'énergie et les émissions de gaz à effet de serre dans les secteurs du bâtiment, des transports, de l'industrie, de l'agriculture et de la forêt. Il fournit également un ensemble de données relatives au développement des énergies renouvelables et aux réseaux de chaleur. Il inclut une rubrique dédiée aux particuliers.

RESEAU ACTION CLIMAT FRANCE, INSTITUT NEGAWATT

La transition énergétique du secteur du bâtiment.

<http://www.institut-negawatt.com/page.php?id=21>

Valence, Institut négaWatt, 2014 – 86 p.

L'Institut négaWatt et le Réseau Action Climat France (RAC-F) ont travaillé conjointement à l'élaboration d'un plan d'actions «Financement - Feuille de route efficacité énergétique dans les secteurs du bâtiment, du transport et de l'industrie» (FFREE).

Le rapport FFREE propose un ensemble de mesures d'efficacité énergétique, ainsi que leur financement, dans le secteur de l'industrie, du bâtiment et du transport pour la France. Ces mesures sont destinées à être mises en œuvre de façon progressive d'ici 2020.

UFC-QUE CHOISIR

Rénovation énergétique des logements : la piètre performance des professionnels impose une reconstruction du système.

http://www.quechoisir.org/media/fichiers/etudes/140527_etude-renovation-energetique

Paris, UFC-Que choisir, 2014 – 38 p.

Dans ce rapport montrant le peu de résultats obtenus par le système actuel des aides en faveur de la rénovation thermique des logements, l'association des consommateurs UFC-Que Choisir en appelle à une totale remise à plat du système et demande que le projet de loi sur la transition énergétique renforce notamment la formation et le contrôle du signe de qualité « RGE » des professionnels.

20710 CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable
PENOT ANTONIOU (L), ZOBIRI (R)

Les déterminants de la température de chauffage adoptée par les ménages.

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Les-determinants-de-la-temperature.html>

Paris, Ministère de l'écologie, 2013 - 40 p., tabl., graph., bibliogr.

Etudes et documents du CGDD N° 83

Cette étude présente les travaux économétriques réalisés pour expliquer les températures de chauffage adoptées par les ménages dans leurs logements sur la base d'une enquête réalisée par l'Observatoire de la Qualité de l'Air Intérieur. L'objectif est de comprendre les déterminants des températures adoptées et, en particulier, les raisons pour lesquelles les ménages chauffent à une température supérieure à celle recommandée par la loi (19°C).

20674

MINISTERE DE L'ECOLOGIE

REINMANN (I), ORTEGA (O), MATAGNE (T), MAURUS (P)

Les financements innovants de l'efficacité énergétique. Rapport à Philippe Pelletier, avocat, président du Plan Bâtiment durable - Février 2013.

Tome 1 - Propositions.- 141 p.

Tome 2 - Contributions.- 359 p.

<http://www.legrenelle-environnement.fr/Publication-du-rapport.html>

Paris, Ministère de l'écologie, 2013 - ann., lexique

Le groupe de travail mis en place visait à explorer les différentes pistes de financement de la modernisation durable du parc immobilier, avec une attention particulière pour les solutions ne mobilisant pas de fonds publics. Quatre axes de réflexion ont été fixés, chacun suivi par un sous-groupe dédié :

- la diminution des dépenses de l'immeuble dans la logique du contrat de performance énergétique ;*
- l'accompagnement à la mise en place de sociétés de tiers investissement ;*
- l'identification de nouveaux leviers, tels que ceux issus de l'évolution des règles d'urbanisme ;*
- l'optimisation des aides à la création et au développement d'entreprises de l'immobilier et du bâtiment durable.*

Cinq idées forces structurent les propositions du rapport :

- accélérer l'émergence de la "valeur verte" ou "valeur bâtiment responsable" ;*
- faire émerger le tiers financement ;*
- créer un véhicule de refinancement public-privé pour l'efficacité énergétique ;*
- dégager de nouvelles recettes pour financer les opérations d'amélioration de la performance énergétique ;*
- favoriser le développement des entreprises dans l'efficacité énergétique.*

- 17297 MINISTERE DE L'ECOLOGIE, DIRECTION GENERALE DE L'ENERGIE ET DU CLIMAT
Politiques climat et efficacité énergétique - Synthèse des engagements et résultats de la France.
Plan climat de la France - Actualisation 2013.
http://www.developpement-durable.gouv.fr/Le-plan-climat-de-la-France-plan-d_14496.html
 Paris, Ministère de l'écologie, 2013 - 39 p., tabl., graph.
L'actualisation 2013 fait état des actions les plus structurantes mises en œuvre au niveau national pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, notamment au travers d'efforts d'amélioration de l'efficacité énergétique. Il constitue la synthèse des éléments présentés dans le rapport 2013 sur l'état des lieux des politiques d'atténuation du changement climatique et s'appuie également sur des éléments présentés dans le Plan national d'action efficacité énergétique.
- 20768 CONSEIL ECONOMIQUE POUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE
 QUINET (A), CRASSOUS (R), TUTENUIT (C), LECOCQ (F), BUREAU (D), CECI RENAUD (N), THAO KHAMSING (W)
La rénovation énergétique des bâtiments. Politiques publiques et comportements privés.
 - QUINET (A), CRASSOUS (R).- Pour un modèle économique de rénovation énergétique dans le bâtiment.
 - TUTENUIT (C).- La rénovation énergétique des bâtiments existants : retour d'expérience "d'entreprises pour l'environnement".
 - LECOCQ (F).- Synthèse des travaux du CIRED.
 - BUREAU (D).- Les enseignements à tirer de sept études sur l'efficacité énergétique du parc résidentiel.
 - CECI RENAUD (N), THAO KHAMSING (W).- Les enjeux d'une information fiable sur la performance énergétique des logements : leçons des expériences en matière d'affichage environnemental.
http://www.developpement-durable.gouv.fr/Rapports_13175.html
 Paris, Ministère de l'écologie, 2013 - 44 p., graph., tabl.
- MINISTERE DE L'EGALITE DES TERRITOIRES ET DU LOGEMENT, MINISTERE DE L'ECOLOGIE, CAISSE DES DEPOTS
Rapport intermédiaire sur le financement de la rénovation énergétique des logements privés.
<http://www.cdclimat.com/Rapport-de-la-Caisse-des-Depots.html>
 Paris, CDC, 2013 – 126 p.
Le rapport contient quinze propositions visant à faciliter l'établissement de circuits de financements pérennes pour la rénovation des logements privés, dans le cadre du Plan de rénovation énergétique de l'habitat. Le fil rouge de ces propositions est la mise en place d'outils de garantie de prêts pour favoriser la mobilisation des organismes de financement en faveur de la rénovation : les banques, interlocuteurs naturels de la majorité des ménages, les tiers financeurs en cours de développement et, pour les ménages les plus fragiles, les organismes de micro-crédit. Il propose également la création d'un Fonds national de garantie pour regrouper et allouer les ressources nécessaires à l'alimentation de ce dispositif.
- 13272 AGENCE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA MAITRISE DE L'ENERGIE
Les chiffres clés du bâtiment. Edition 2013.
<http://www2.ademe.fr/servlet/getDoc?cid=96&m=3&id=91787&p1=30&ref=12441>
 Paris, ADEME, 2013 - 92 p.
Ce document a pour objectif :
 – de connaître l'évolution des opinions et des comportements des ménages français à l'égard de la maîtrise de la consommation énergétique de leurs logements ;
 – de dresser un état des lieux périodique du parc de bâtiments, de ses consommations d'énergie, des émissions de gaz à effet de serre et de l'amélioration de sa performance énergétique ;
 – d'évaluer les impacts de la politique énergétique menée dans le cadre du Grenelle de l'environnement et des engagements européens et internationaux dans le résidentiel et le tertiaire.

AGENCE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA MAITRISE DE L'ENERGIE
Mener une rénovation énergétique en copropriété. Guide pratique.
<http://www.ecocitoyens.ademe.fr/node/1055>
 Angers, ADEME, 2013 – 15 p.

Les travaux à réaliser pour rendre un bâtiment performant énergétiquement dépendent de sa date de construction, de sa localisation, de son état initial, mais aussi, en copropriété, de l'engagement des copropriétaires et des gestionnaires du bâtiment. Une rénovation bien menée conduit à un triple bénéfice :

- des économies d'énergie et donc des factures moins élevées ;
- un meilleur confort ;
- une augmentation de la valeur patrimoniale du bâtiment.

Ce guide indique les étapes à suivre pour mener à bien un projet de rénovation thermique.

AGENCE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA MAITRISE DE L'ENERGIE
Rénovation énergétique de l'habitat privé : initiatives territoriales d'accompagnement.
<http://www2.ademe.fr/servlet/getDoc?cid=96&m=3&id=88251&p1=30&ref=12441>
 Angers, ADEME, 2013 – 24 p.

Ce document présente des exemples d'initiatives menées par des collectivités (régions, pays ou communautés urbaines) pour faciliter et stimuler les travaux de rénovation énergétique, principalement sur des habitations individuelles. Bien que la plupart de ces initiatives soient en phase de lancement ou de réflexion, elles offrent une description détaillée de ce que pourra apporter ce que l'on peut appeler guichet unique, plate-forme locale de rénovation ou service public d'efficacité énergétique.

20598 CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL
 BETHENCOURT (A DE), CHORIN (J)
Efficacité énergétique : un gisement d'économies ; un objectif prioritaire.
<http://www.lecese.fr/travaux-publies/efficacite-energetique-un-gisement-deconomies-un-objectif-prioritaire>
 Paris, Journal officiel, 2013 - 86 p., bibliogr., ann., graph.
 Avis et rapports N° 1

L'efficacité énergétique se définit comme une consommation d'énergie moindre pour un même service rendu. Elle est, ou sera, selon la volonté des acteurs, des pouvoirs publics et de la société, un marché du futur et une filière innovante et créatrice d'emplois. Tout y invite : l'obligation de réduire par quatre les émissions de gaz à effet de serre, la nouvelle directive européenne efficacité énergétique à transcrire, l'augmentation prévisible du prix de l'énergie, la présence en France des leaders industriels et d'un important secteur artisanal dans ce domaine. L'enjeu est de taille : l'efficacité énergétique constitue la première source potentielle d'énergie domestique à l'horizon 2020. Pour y parvenir et maintenir l'effort dans la durée, certaines orientations sont incontournables : choix politiques forts, vision à long terme, continuité des politiques publiques, meilleure information des citoyens. Rien n'aboutira cependant, et cet avis le souligne avec force, si les moyens financiers ne sont pas à la hauteur des enjeux et si des programmes de financement innovants ne sont pas développés.

20897 CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL
 VIRLOUVET (G)
Financer la transition écologique et énergétique.
<http://www.lecese.fr/travaux-publies/financer-la-transition-ecologique-et-energetique>
 Paris, Journal officiel, 2013 - 116 p., ann., bibliogr., graph., tabl.
 Avis et rapports N° 18

Mener à bien la transition écologique et énergétique a un coût : celui d'une anticipation collective, au service du bien commun. La transition écologique implique donc de se fixer des objectifs et de déployer des outils financiers pour mobiliser des fonds publics et privés. Certains de ces outils existent déjà, d'autres méritent d'être affinés, d'autres enfin doivent être créés. Le CESE fait ici œuvre de prospective et propose un nouveau cadre de financement, en prenant en compte les contraintes, les attentes et les ambitions des différents acteurs, et en s'appuyant sur quelques initiatives étrangères.

20682 INSTITUT DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES RELATIONS INTERNATIONALES
 CHAPPOZ (L)
Les politiques d'efficacité énergétique en France et en Allemagne : quand deux voisins empruntent des chemins différents.
<http://www.iddri.org/Publications/Les-politiques-d-efficacite-energetique-en-France-et-en-Allemagne-quand-deux-voisins-empruntent-des-chemins-differents>
 Paris, IDDRI, 2013 - 36 p.

21567 DEVELOPMENT INSTITUTE INTERNATIONAL
 DELEERSNYDER (L), BOSCARI (D), MEUNIER (S), JUHE (E), JARRY (G), LE BOUCHER (T), PARISOT (G)
Performance énergétique des bâtiments 2013. De la rénovation aux financements innovants. 6e conférence annuelle - Paris, 15 novembre 2013.
 Paris, DII, 2013 - 250 p., graph., schémas
Colloque

Ce document présente des témoignages et des données clés mis en avant lors de la conférence, ainsi que les retours d'expériences des acteurs du marché. Il permet de décrypter les opportunités et les freins des business models et de passer en revue :

- les réglementations européennes et incitations du gouvernement Ayrault en matière de performance énergétique des bâtiments ;*
- les financements innovants en matière de rénovation énergétique ;*
- des projets de smart energy en France et à l'étranger ;*
- les leviers réglementaires pour préparer la régulation de demain ;*
- les clés pour piloter la rénovation du parc résidentiel et tertiaire suite à la directive "efficacité énergétique" et à l'aube de la loi sur la transition énergétique.*

TERRA NOVA
 GRANDJEAN (A), SAVI (C), SIVY (C), BURCKEL (D), LEGRAND (E), MANN (R), MAGENTA (T)
Rénovation énergétique des logements : pour une politique volontariste.
<http://www.tnova.fr/note/r-novation-nerg-tique-des-logements-pour-une-politique-volontariste>
 Paris, Terra Nova, 2013 – 23 p.

Premier secteur de consommation d'énergie devant le transport et l'industrie, le bâtiment est au cœur de la politique d'efficacité et de sobriété énergétiques. Cette note plaide pour des mesures et une action publique permettant d'orienter les acteurs vers un immobilier durable, à travers notamment la mise en place d'un service public de la performance énergétique très opérationnel, une véritable fiscalité verte permettant une large prise de conscience, des outils de financement efficaces et pérennes.

DIRECTION GENERALE AMENAGEMENT LOGEMENT NATURE, PLAN URBANISME
 CONTRUCTION ARCHITECTURE, ASSOCIATION PLANETE COPROPRIETE
Comment développer la création de fonds travaux dans les copropriétés pour favoriser les rénovations énergétiques.
<http://rp.urbanisme.equipement.gouv.fr/puca/activites/rapport-developper-renovations-energetiques.pdf>
 Paris, PUCA, 2013 – 148 p.

Plusieurs pays occidentaux obligent les copropriétés à constituer un fonds travaux, alors que cette disposition est facultative en France : le syndic doit soumettre cette proposition lors de son élection et, ensuite, au moins une fois tous les trois ans. Cette proposition est généralement rejetée. Cette recherche se propose d'examiner les freins qui s'opposent à la création de fonds travaux. Après un repérage de copropriétés ayant mis en place de tels fonds de manière volontaire, les auteurs en analysent les caractéristiques. Ils étudient dix-neuf copropriétés ayant mis en place un fonds travaux et neuf copropriétés ayant refusé ce dispositif. Ils ont réalisé des fiches opératoires portant sur les outils d'accompagnement à développer et les dispositions législatives, réglementaires et fiscales à prévoir pour favoriser la création volontaire du fonds travaux et rendre sa mise en place efficace dans le cas où il deviendrait obligatoire.

CHANUT (J), CLAUSTRE (R)

Explorer l'obligation de rénovation énergétique dans le secteur résidentiel. Rapport à Philippe Pelletier, Président du Plan Bâtiment durable.

<http://www.planbatimentdurable.fr/explorer-l-obligation-de-r161.html>

Paris, Plan Bâtiment durable, 2013 – 78 p.

Ce rapport revient sur la possibilité de rendre obligatoire la rénovation énergétique dans le secteur résidentiel. Il présente les écueils et les mesures complémentaires à initier dans l'hypothèse de sa mise en œuvre.

PLAN BATIMENT DURABLE

CLERET (C), BOYER (B)

Embarquement immédiat pour un bâti sobre, robuste et désirable. Rapport d'étape du groupe « Réflexion Bâtiment Responsable 2020-2050 ».

http://www.planbatimentdurable.fr/publication-du-rapport-a664.html?id_rubrique=142

Paris, Plan bâtiment durable, 2013 – 37 p.

La réflexion de ce groupe de travail est articulée autour de trois regards croisés : l'homme, le territoire et le temps. Pour pouvoir avoir des bâtiments « responsables », il faut en effet que l'usager et le citoyen soient remis au cœur de la réflexion, que le bâtiment soit pensé en synergie avec son environnement et qu'il soit considéré avec résilience et adaptabilité dans son cycle de vie. En tenant compte de ces réflexions, ce rapport présente plusieurs pistes de réflexion.

19494

MINISTERE DE L'ECOLOGIE, CENTRE D'ANALYSE STRATEGIQUE

BUBA (J), MILLION (A), PERTHUIS (C DE), SCAPECCHI (P), TEISSIER (O)

Trajectoires 2020-2050. Vers une économie sobre en carbone.

http://www.strategie.gouv.fr/system/files/2011-12-12-trajectoires_2020-2050_-_developpementdurable.pdf.pdf

Paris, Documentation française (La), 2012 - 227 p., tabl., graph., ann., bibliogr.
Rapports et documents N° 46

Institué en juin 2011 par la ministre de l'Écologie et composé de représentants des entreprises, des syndicats, des ONG, des ministères concernés et de différents experts, le comité de réflexion a analysé les conditions de réduction des gaz à effet de serre d'ici 2050 tout en ayant des impacts positifs sur la croissance et l'emploi. Il propose une analyse comparative des expériences européennes, élabore pour la France des scénarios potentiels de réduction d'émission par secteur concerné, puis en évalue les impacts économiques et sociaux.

20447

INSEE Direction des études et synthèses économiques

MAUROUX (A)

Le crédit d'impôt dédié au développement durable : une évaluation économétrique.

http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg_id=0&ref_id=G201211

Paris, INSEE, 2012 - 52 p., bibliogr., tabl., graph.
INSEE Document de travail N° G 2012/11

Le crédit d'impôt dédié au développement durable (CIDD) a été instauré en France en 2005 dans le but de favoriser les travaux d'amélioration d'efficacité énergétique et l'installation de source d'énergie renouvelable par les ménages dans leur résidence principale. Cette mesure a été un grand succès et en 2006 le taux de crédit d'impôt est passé de 25 % à 40 %, mais uniquement pour les ménages propriétaires occupant depuis moins de 3 ans un logement achevé avant 1977. Ce document s'attache à décrire l'impact de cette hausse marginale du taux sur le recours des ménages bénéficiaires.

17433

AGENCE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA MAITRISE DE L'ENERGIE, IN NUMERI

GAUDIN (T), VESINE (E)

Marchés, emplois et enjeu énergétique des activités liées à l'efficacité énergétique et aux énergies renouvelables. Situation 2010-2011, prévisions 2012.

<http://www2.ademe.fr/servlet/getDoc?sort=-1&cid=96&m=3&id=85734&ref=14229&nocache=yes&p1=111>

Paris, ADEME, 2012 - 191 p., graph., tabl., lexique

Depuis 2008, l'ADEME dresse chaque année un état des lieux des marchés et des emplois relatifs aux principales activités liées à l'amélioration de l'efficacité énergétique et au développement des énergies renouvelables en France. L'étude s'intéresse aux travaux de rénovation dans les logements existants, à la diffusion des équipements domestiques énergétiquement performants, aux transports collectifs, aux ventes de véhicules particuliers de classe A et B et aux équipements destinés à produire ou utiliser des énergies renouvelables. Elle estime également les ventes d'énergie renouvelable ainsi que les économies d'énergie engendrées par les différentes mesures engagées au cours de la période sous revue. L'étude 2012 porte un regard rétrospectif sur la période 2006-2012 et évalue la dynamique actuelle des marchés et des emplois au regard des objectifs de la politique publique environnementale.

- 20586 ASSOCIATION NEGAWATT
SALOMON (T), JEDLICZKA (M), MARIGNAC (Y)
Manifeste négaWatt. Réussir la transition énergétique.
Arles, Actes Sud, 2012 - 369 p., bibliogr., lexique, graph.
Domaine du possible
- Depuis dix ans, vingt-cinq praticiens de l'énergie (architectes, ingénieurs, économistes, responsables associatifs, urbanistes, etc.) engagés dans la recherche d'un avenir énergétique durable ont élaboré le scénario négaWatt, une proposition novatrice pour repenser la politique énergétique de la France. Ce travail repose sur trois piliers fondamentaux : la sobriété énergétique, l'efficacité énergétique et le recours aux énergies renouvelables. Ce scénario permet d'envisager un futur où la société réinvente tout à la fois sa manière de consommer et celle de produire son énergie.*
- 20410 CENTRE D'ANALYSE STRATEGIQUE
BERGOUIGNOUX (J)
Des technologies compétitives au service du développement durable.
<http://www.strategie.gouv.fr/content/rapport-des-technologies-competitives-au-service-du-developpement-durable>
Paris, Centre d'analyse stratégique, 2012 - 371 p., bibliogr., tabl.
Rapports et documents
- Au-delà de son rôle clé dans la compétitivité d'un pays, l'innovation technologique est indispensable pour apporter des réponses pertinentes aux défis que pose notre engagement en faveur d'un développement durable en termes de croissance économique, de préservation de l'environnement et de progrès social.*
- La mission de prospective technologique menée par le Centre d'analyse stratégique s'efforce d'éclairer cette problématique en proposant une vision de long terme pour les secteurs de l'énergie, des transports et du bâtiment. Pour chaque technologie étudiée, elle a tenté d'apprécier à la fois la contribution possible en matière de développement durable et le potentiel de compétitivité de la France sur la scène internationale. Ses travaux passent en revue les progrès technologiques susceptibles d'intervenir au cours des prochaines décennies dans les secteurs considérés. Ils examinent les conditions d'une intégration de ces progrès dans les systèmes et sous-systèmes préexistants, et les conditions d'une arrivée à maturité technique, économique mais aussi sociale.*
- 20683 ENERTECH
SIDLER (O)
La rénovation thermique des bâtiments en France : enjeux et stratégie.
<http://www.enertech.fr/rubrique-La+r%C3%A9novation+basse+consommation-48-219.html>
Félines sur Rimandoule, Enertech, 2012 - 47 p.
- 19085 CGDD Service de l'observation et des statistiques
GHEWY (X), GREGOIRE (P), PASQUIER (JL), ROY (A), SAILLEAU (N)
Consommation des ménages et environnement - Édition 2011.
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Consommation-des-menages-et.html>
Paris, Ministère de l'écologie, 2011 - 52 p., tabl., graph., cartes
Repères CGDD

Ce document présente une sélection d'indicateurs sur les pressions et impacts sur l'environnement associés à la consommation et aux comportements des ménages. Cette sélection s'appuie sur une quinzaine d'indicateurs portant sur l'habitat, les transports, l'alimentation et les déchets, domaines à forts enjeux environnementaux.

- 19089 ORTEGA (O)
Les contrats de performance énergétique. Rapport à Madame Nathalie Kosciusko-Morizet, ministre de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement.
<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/114000135/index.shtml>
Paris, Ministère de l'écologie, 2011 - 126 p., ann., bibliogr., graph.
Rapport au ministre de l'écologie

Dans l'objectif de réduire la consommation énergétique des bâtiments de 38 % à l'horizon 2020 et de procéder à la rénovation énergétique des bâtiments de l'État et des établissements publics, la loi Grenelle 1 prévoit un financement assuré par des contrats de partenariat public-privé et des contrats de performance énergétique (CPE). Ces derniers doivent permettre aux maîtres d'ouvrage publics ou privés de recourir à des prestataires s'engageant sur une diminution chiffrée de la consommation énergétique. Ce rapport identifie les freins juridiques, économiques et financiers au développement du CPE et propose des mesures visant à faciliter la passation de ces contrats, à court et moyen termes. L'une des recommandations principales porte sur la création d'une mission d'appui permettant d'accompagner et de soutenir les acteurs dans l'élaboration de leurs projets de CPE.

- 19192 PLAN BATIMENT GRENELLE
PELLETIER (P)
Pour une meilleure efficacité des aides à la performance énergétique des logements privés.
<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/114000292/>
Paris, Ministère de l'écologie, 2011 - 74 p., ann., graph., tabl.

Dans le cadre du programme de réduction des consommations énergétiques et des émissions de gaz à effet de serre des bâtiments, mis en œuvre à la suite du Grenelle de l'environnement, différentes aides financières et fiscales en faveur de la rénovation thermique des logements privés ont été successivement mises en place. Le présent rapport propose une évolution dynamique de ces aides, plus particulièrement le crédit d'impôt développement durable et l'éco-prêt à taux zéro. Les propositions devraient permettre la mise en place d'un nouveau dispositif adapté au secteur des copropriétés et complémentaire de celui porté par l'ANAH à l'égard des populations les plus modestes.

- 19018 PLAN BATIMENT GRENELLE
FARGE (Y), REINMANN (I), ROLLIN (F)
Leviers à l'innovation dans le secteur du bâtiment. Rapport final - septembre 2011.
<http://www.legrenelle-environnement.gouv.fr/IMG/pdf/innovation.pdf>
Paris, Plan Bâtiment Grenelle, 2011 - 115 p., graph., ann.

Réalisé par le groupe de travail "Innovation et Recherche", ce rapport formule un ensemble de propositions pour favoriser l'innovation dans le secteur du bâtiment. Ces propositions s'articulent autour de trois objectifs :

- innovation partout : du niveau local à l'international, de la technique au commercial et à l'organisation ;*
- innover pour les utilisateurs : le bâtiment assure un service et répond aux besoins de ses utilisateurs ;*
- innover dans le processus : gagner sur les coûts, la qualité, la performance et donc la compétitivité.*

- 20101 AGENCE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA MAITRISE DE L'ENERGIE, CGDD Service de l'observation et des statistiques, RESEAU DES AGENCES REGIONALES DE L'ENERGIE ET DE L'ENVIRONNEMENT
Cahiers de l'observation de l'énergie et des GES.
Cahier technique n° 2 - Observation des consommations énergétiques dans le résidentiel tertiaire au niveau régional.- 29 p.
http://www.rare.fr/cahiers_observation_GES/index.html
 Angers, ADEME, 2011 - ann., tabl., lexique, graph., bibliogr.
- Les cahiers techniques, réalisés par le groupe Outils territoriaux énergie climat (OTEC), ont pour vocation d'aider les observatoires régionaux à s'adapter au contexte et aux enjeux de l'observation statistique dans leur région. L'objectif est de diffuser une connaissance partagée entre l'ensemble des structures régionales, mais aussi de donner des pistes de réponses aux questions méthodologiques qui animent cette pratique.*
- 20155 AGENCE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA MAITRISE DE L'ENERGIE, CENTRE INTERNATIONAL DE RECHERCHE SUR L'ENVIRONNEMENT ET LE DEVELOPPEMENT, CENTRE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE DU BATIMENT, SOGREAH
 BERTHON (C), CHOTARD (D), GIRAUDET (LG), LAURENCEAU (S), MILLION (M)
Analyse préliminaire de la valeur verte pour les logements. Résumé de l'étude - Version finale.
<http://www2.ademe.fr/servlet/getDoc?cid=96&m=3&id=82882&p1=02&p2=06&ref=17597>
 Paris, ADEME, 2011 - 93 p., ann., graph., tabl., web
- 17957 CGDD Délégation au développement durable
Les filières industrielles stratégiques de l'économie verte.- Rapport.
www.developpement-durable.gouv.fr/Les-filieres-industrielles.15043.html
 Paris, Ministère de l'écologie, 2010 - 174 p., ann., schémas
 Références
- Le rapport final d'analyse des 18 filières industrielles stratégiques de l'économie verte identifie pour chacune d'entre elles des objectifs de développement à moyen et long termes et des priorités d'action.*
Ces 18 filières identifiées portent toutes des enjeux importants en termes de potentiels de développement de marché et d'évolutions technologiques. Certaines d'entre elles contribuent à limiter les émissions de gaz à effet de serre (énergies renouvelables, gestion, captage et valorisation de CO2) ; d'autres visent à limiter les besoins d'énergie et à en améliorer la gestion (bâtiment à faible impact environnemental, véhicule décarboné, logistique, batteries, smart grids) ; d'autres enfin contribuent à une économie sobre en ressources (eau déchets, chimie verte, biomasse matériaux, métrologie, optimisation).
- 17466 MONITEUR DES TRAVAUX PUBLICS ET DU BATIMENT
Construire durable. Hors-Série du Moniteur des travaux publics et du bâtiment.
 Paris, Moniteur, 2010 - 196 p., fotogr., graph., tabl.
- 19027 CLUB D'INGENIERIE PROSPECTIVE ENERGIE ENVIRONNEMENT
 CAFFIAUX (S), JOLITON (D), LAURENT (MH), MAZZENGA (A), TRAISNEL (JP)
Habitat Facteur 4. Etude d'une réduction des émissions de CO2 liées au confort thermique dans l'habitat à l'horizon 2050.
<http://www.iddri.org/Publications/Les-cahiers-du-CLIP/Habitat-Facteur-4>
 Paris, IDDRI, 2010 - 104 p., tabl., graph., bibliogr.
- Cette étude présente des scénarios de réduction par 4 des émissions de CO2 liées au confort thermique dans l'habitat en France à l'horizon 2050. Elle évalue les gains d'efficacité énergétique pouvant être obtenus par la rénovation du parc bâti en fonction de ses caractéristiques, des gestes de réhabilitation envisageables, du rythme nécessaire, par la généralisation des normes BBC et BEPOS (bâtiment à énergie positive) dans le neuf et enfin par le choix des énergies mobilisées pour atteindre le facteur 4.*

- 18841 CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable
CRINIER (R), REGNIER (A)
Guide du contrat de performance énergétique. Relatif aux ouvrages publics. A l'attention des personnes publiques et des opérateurs.
www.developpement-durable.gouv.fr/Guide-du-contrat-de-performance.html
Paris, Ministère de l'écologie, 2010 - 20 p., schémas, ann.
Références
- Ce guide a vocation à accompagner et éclairer les acteurs publics qui souhaiteraient s'appuyer sur des contrats de performance énergétiques (CPE) pour contribuer aux objectifs d'économie d'énergie dans les bâtiments publics, fixés par la Loi Grenelle 1.*
- 18935 CGDD Service de l'observation et des statistiques
BALAN (S), BERRET (P)
Travaux d'amélioration de la performance énergétique dans les bâtiments existants (2007-2009).
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Travaux-d-amelioration-de-la.html>
Paris, Ministère de l'écologie, 2010 - 40 p., tabl., ann., graph.
Etudes et documents du CGDD N° 29
- L'évaluation de l'implication des entreprises de bâtiment dans les travaux d'amélioration de la performance énergétique dans le bâti est essentielle dans le contexte du Plan bâtiment Grenelle. En 2009, plus de la moitié du parc des résidences principales date d'avant la première réglementation thermique, soit plus de 8 millions de maisons et un peu moins de 8 millions d'appartements construits avant 1974 sont susceptibles de bénéficier d'une mise aux normes et de travaux d'économies d'énergie. L'État lui-même donne l'exemple, en lançant la rénovation des bâtiments publics d'ici à 2012 et celle de 800 000 logements sociaux les plus vétustes d'ici à 2020.*
- En vue d'améliorer la performance énergétique dans le bâti, près de 40% des entreprises, qui effectuent des travaux d'entretien-amélioration sur les bâtiments existants, ont mis en œuvre dès 2007-2008 au moins un produit ou un procédé récemment apparu sur le marché de la construction.*
- 17561 MAC KINSEY
Pathways to a low-carbon economy. Version 2 of the global greenhouse gas abatement cost curve.
McKinsey, 2009 - 189 p., tabl., graph., lexique, bibliogr.
- Cette étude liste 200 opportunités de réduction d'émissions de gaz à effet de serre à travers 10 secteurs et 21 régions de la planète. Au final, 29 % du potentiel de réduction concernent les fournisseurs d'énergie, 16 % le secteur industriel, 22 % les secteurs liés à la consommation (transports, bâtiments, déchets) et 33 % l'occupation des sols (reforestation et agriculture). Les solutions tournent autour de trois axes : efficacité énergétique, énergie bas carbone et séquestration du carbone. Le coût de ce plan ? Entre 200 et 350 milliards par an jusqu'en 2030 (basé sur un coût de la tonne de CO2 à 60 euros).*
- 17726 DTZ
Le livre blanc de l'immobilier durable
<http://www.dtz-immo.fr/fr/etudes-immobilieres/le-livre-blanc-de-l-immobilier-durable>
Paris, DTZ, 2009 - 51 p., ann.
- Ce Livre blanc vise à :*
- clarifier le cadre réglementaire, les certifications ;
 - apprécier la réalité financière des immeubles performants au regard de la maîtrise des charges d'exploitation ;
 - appréhender l'impact du Grenelle de l'environnement dans les relations contractuelles entre bailleur et locataire ;
 - entamer la réflexion sur le bureau de demain dans un nouvel environnement tertiaire.
- Les vingt propositions formulées à l'attention des pouvoirs publics, des propriétaires, des utilisateurs, concernent aussi bien la mise en place des modalités pratiques ou réglementaires que la mise en œuvre de bonnes pratiques.*

- 18535 ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES, AGENCE INTERNATIONALE DE L'ENERGIE
Implementing energy efficiency policies 2009. Are IEA member countries on track ?
 Paris, OCDE, 2009 - 125 p., ann., graph., bibliogr.
- Le rapport étudie les points forts, les innovations, les défis et les points à améliorer en matière d'efficacité énergétique dans les secteurs du bâtiment, des appareils, de l'éclairage, du transport, de l'industrie et des services.
 Il formule vingt-cinq recommandations et mesure les progrès accomplis dans leur mise en œuvre par les pays membres de l'Agence internationale de l'énergie.*
- 18503 OFFICE PARLEMENTAIRE D'EVALUATION DES CHOIX SCIENTIFIQUES ET TECHNOLOGIQUES, ASSEMBLEE NATIONALE, SENAT
 BATAILLE (C), BIRRAUX (C)
Rapport sur la performance énergétique des bâtiments. Comment moduler la règle pour mieux atteindre les objectifs ?
<http://www.senat.fr/rap/r09-135/r09-1351.pdf>
 Paris, Assemblée nationale, 2009 - 89 p.
- La loi de mise en œuvre du Grenelle de l'environnement du 3 août 2009 a confié à l'OPECST la mission de proposer une modulation de la norme de consommation d'énergie dans les constructions futures, afin d'encourager la diminution des émissions de gaz à effet de serre.
 Le rapport étudie la mise en application de cette règle dans la construction de bâtiments à basse consommation, dans une perspective de performance énergétique. Il indique quelles sont les marges possibles de modulation, présente les conditions de la mise en œuvre de la nouvelle réglementation, l'impact économique et aborde les problématiques liées au sujet : concurrence entre les filières énergétiques, calcul du bilan carbone, contenu en CO₂ de l'électricité.*
- 18600 LAPOSTOLET (B), QUERO (A DE)
Plan Bâtiment-Grenelle. Rapport du groupe de travail Précarité énergétique.
<http://lesrapports.ladocumentationfrancaise.fr/BRP/104000012/0000.pdf>
 Paris, Ministère de l'écologie, 2009 - 52 p., ann.
Rapport au ministre de l'écologie
- Le rapport estime à au moins 3,4 millions le nombre de ménages défavorisés et modestes concernés par la précarité énergétique. Celle-ci résulte de la combinaison de trois facteurs :
 – la faiblesse des revenus ;
 – la mauvaise qualité thermique des logements occupés ;
 – le coût de l'énergie.
 Les rapporteurs analysent les conséquences sanitaires et sociales de ce phénomène qui renforce la dégradation des logements. Ils analysent les dispositifs actuels d'aide aux ménages et préconisent un plan de lutte contre la précarité énergétique en neuf mesures.*
- 17735 BOSTON CONSULTING GROUP
Réflexions sur le portefeuille de mesures Grenelle environnement.
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Une-etude-sur-l-impact-economique.html>
 Paris, Boston Consulting Group, 2009 - 88 p., tabl., graph., ann., schémas
- A la demande du ministère de l'Écologie, le cabinet d'études a présenté une réflexion sur les mesures du Grenelle de l'environnement. Sur la période 2009-2020, les quinze grands programmes du Grenelle devraient générer une activité de 450 milliards d'euros et la création de 600 000 emplois dans les secteurs de l'agriculture, la biodiversité, les déchets ; la recherche et la prévention des risques ; les énergies renouvelables ; le transport ; le bâtiment. La France améliorera significativement sa balance en énergie thermique et réduira de 24% ses émissions de gaz à effet de serre.
 L'étude présente des comparaisons internationales et la position de la France au sein des pays industrialisés, ainsi que les conditions de succès nécessaires pour répondre aux défis de mise en œuvre.*

- 16887 AGENCE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA MAITRISE DE L'ENERGIE, GROUPEMENT DES INDUSTRIES DE L'EQUIPEMENT ELECTRIQUE
VERITE (H), HERRY (G), NICOLAS (E)
Optimisation de la performance énergétique des bâtiments publics pour la mise en œuvre des contrats de partenariat. Supplément détachable au Moniteur des travaux publics et du bâtiment n° 5443 du 21 mars 2008.
Paris, Moniteur, 2008 - 53 p., tabl., schémas, graph.
- *Contexte énergétique et enjeux : contexte énergétique mondial, enjeux au niveau local, législation en matière de contrat de performance énergétique, définition et présentation des services d'efficacité énergétique.*
 - *Présentation et comparaison des différentes procédures : outils contractuels à disposition des acheteurs publics, contrat de performance énergétique en droit national, recours au contrat de partenariat énergétique.*
 - *Points-clés de la mise en oeuvre du contrat de partenariat énergétique : phases d'évaluation et d'attribution.*
- 17437 MINISTERE DE L'ECOLOGIE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE, AGENCE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA MAITRISE DE L'ENERGIE
JACQ (A), ORPHELIN (M)
Rénovation des bâtiments existants. Grenelle de l'environnement. Rapport du comité opérationnel - COMOP n° 3 - Partie 1.
<http://lesrapports.ladocumentationfrancaise.fr/BRP/084000504/0000.pdf>
Paris, Ministère de l'écologie et du développement durable, 2008 - 115 p.
- *Amélioration de la connaissance du parc et généralisation du diagnostic de performance énergétique.*
 - *Approche globale : soutien aux réhabilitations lourdes et aux travaux performants ; optimisation des mesures de soutien aux travaux légers ; lutte contre la précarité énergétique et soutien aux initiatives des PME ; renforcement du mécanisme des certificats d'économies d'énergie.*
 - *Gouvernance plus efficace : procédures incitatives ; services d'efficacité énergétique et contrats de performance énergétique ; mesures d'appui ; politiques territoriales ; recherche-développement.*
 - *Préparation pour 2012 d'une obligation de travaux.*
 - *Échéancier des actions.*
- En annexe : tableau récapitulatif des soutiens financiers pour le logement.*
- 17426 MINISTERE DE L'ECOLOGIE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE
MAUGARD (A), ROGER (MC), VOELTZEL-LEVEQUE (A)
Bâtiments neufs publics et privés. Grenelle de l'environnement - Rapport du comité opérationnel - COMOP 1.
<http://lesrapports.ladocumentationfrancaise.fr/BRP/084000500/0000.pdf>
Paris, Ministère de l'écologie et du développement durable, 2008 - 46 p.
- Le rapport fait les propositions suivantes :*
- *mettre en place des labels certifiés « 2012 » pour qu'ils tirent le marché vers le haut ;*
 - *réserver de puissantes incitations financières et fiscales à la génération 2012 pour qu'elle s'impose sur le marché ;*
 - *permettre aux collectivités locales de soutenir la génération 2012 par leur fiscalité ;*
 - *faciliter la construction des bâtiments 2012 en révisant les règles d'urbanisme ;*
 - *stimuler l'innovation, intensifier la recherche et le développement et leur donner une vocation opérationnelle ;*
 - *adapter l'appareil de production et garantir les résultats ;*
 - *améliorer la qualité sanitaire et environnementale des bâtiments.*

Articles de revues spécialisées

INSTITUT DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES RELATIONS INTERNATIONALES
JULIA (PE), MILIN (C), RUDINGER (A)

Le Green Deal britannique : quels enseignements pour la politique de rénovation énergétique des logements en France ?

<http://www.iddri.org/Publications/Le-Green-Deal-britannique-quels-enseignements-pour-la-politique-de-renovation-energetique-des-logements-en-France>

Working paper IDDRI n° 11, p. 1-19, graph., tabl. - 14/07/2014

FABREGAT (S), COLLET (P), LAPERCHE (D), BOUGHRIET (R)

Rénovation énergétique : le nouveau dispositif RGE (Reconnu Garant de l'Environnement) en question.

Le nouveau dispositif RGE sera-t-il suffisant pour relancer le marché de la rénovation ?

Financements de la rénovation : prise en compte du label RGE.

Environnement et technique n° 338, p. 45-53, photogr. - 01/07/2014

BULLIER (A), MILIN (C)

Dispositifs de financement alternatifs pour la rénovation énergétique du bâtiment.

In « Autour de la transition énergétique. Questions et débats d'actualité ».

<http://www.global-chance.org/Autour-de-la-transition-energetique-questions-et-debats-d-actualite>

Cahiers de Global Chance, n° 35, p. 12-23 – 01/06/2014

Mentions RGE (Reconnu garant de l'environnement) et documents RAGE (Règles de l'art Grenelle environnement) : efficacité énergétique à tous les étages.

Enjeux AFNOR n° 344, p. 40-42 – 01/05/2014

Plan bâtiment durable. Des efforts restent à réaliser dans la rénovation.

Environnement et technique n° 334, p. 36-37 – 01/03/2014

DERKENNE (C)

Des ménages acteurs de la gestion de l'énergie dans leur logement.

<http://ademe-et-vous.ademe.fr/strategieetudes-n-39-04-fevrier-2014>

Ademe et vous - Stratégie et études n° 39, p. 1-4 – 04/02/2014

PELLETIER (P), ORTEGA (O), BRUNET (JM), BAUDRU (H)

Plan bâtiment durable : le temps de l'action collective.

Quelles solutions pour financer le coût de la rénovation énergétique ?

Les financements innovants pour améliorer l'efficacité énergétique des bâtiments tertiaires.

Observateur de l'immobilier (L'), n° 87, p. 32-48, fig. - 01/12/2013

PERROT (L)

Comment développer la création de fonds travaux dans les copropriétés pour favoriser les rénovations énergétiques ?

<http://rp.urbanisme.equipement.gouv.fr/puca/4pages/4-pages-Puca-n11-nov2013.pdf>

Le 4 pages du PUCA, n° 11 – 01/11/2013

BOYER (B), GATIER (J), MOULAS (L), MORDAUNT CROOK (N)

Spécial Immobilier durable.

Une vision pour l'avenir : les bâtiments responsables 2020-2050.

Un plan collectif d'action : d'un projet de société à une société de projets.

Une mesure fiable de l'efficacité énergétique.

Du développement durable à l'investissement socialement responsable.

Réflexions Immobilières n° 66, p. 5-76, bibliogr., tabl., graph., schémas – 01/10/2013

Comment mobiliser des fonds pour la rénovation thermique ?

Energie Plus n° 502, p. 12 - 15/03/2013

La performance énergétique pour tous – RT 2012

Moniteur des travaux publics et du bâtiment n° 5698, p. 34-38.- 08/03/2013

RT 2012 et maisons individuelles

Moniteur des travaux publics et du bâtiment n° 5698 (cahier pratique) – 08/03/2013

CHARLIER (D)

La rénovation énergétique en France dans le secteur résidentiel privé.

Revue de l'OFCE n° 128, p. 395-419, cartes, tabl. - 01/03/2013

Rénovation thermique : un plan ambitieux

<http://ademe-et-vous.ademe.fr/le-magazine-n-63-dossier>

Ademe et vous magazine n° 63, p. 7-13 – 01/03/2013

Dossier. Rénover pour mieux consommer.**La rénovation énergétique, grand chantier du quinquennat.****Financer l'efficacité énergétique.**

Gaz d'aujourd'hui n° 2, p. 26-35 - 01/03/2013

Plan bâtiment durable : six pistes pour faire émerger le tiers financement.

Moniteur des travaux publics et du bâtiment (Le) n° 5700, p. 16 - 22/02/2013

SANCHEZ (F), DERDEVET (M), LEMOULT (B), CHATEAU (B), APPERT (O), BERETTA (J), MONCLIN (B DE), JEDLICZKA (M)

Dossier spécial Transition énergétique.**La rénovation des bâtiments est une des clés de la réussite.**

Energie Plus n° 500, p. 6-35 – 15/02/2013

CGDD Direction de la recherche et de l'innovation

FRANZ (M)

Le réseau "Bâtiment durable". 18 pôles de compétitivité porteurs d'innovation.

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Le-reseau-Batiment-durable-18.html>

Point sur - Recherche et innovation - Développement durable n° 154, p. 1-4, cartes - 01/02/2013

BARREAU (B), DUJIN (A)

Comment limiter l'effet rebond des politiques d'efficacité énergétique dans le logement ?**L'importance des incitations comportementales.**

<http://www.strategie.gouv.fr>

Note d'analyse du Centre d'analyse stratégique n° 320, p. 1-14, fig., tabl. - 01/02/2013

Dossier efficacité énergétique. Un débat "citoyen" et "sans tabou".

Pétrole et gaz n° 1821, p. 20-21, cartes - 01/12/2012

QUENTIN (G)

Quels choix pour les primo-accédants face au BBC (bâtiment basse consommation).

Observateur de l'Immobilier (L') n° 84, p. 21-31, graph., tabl. - 01/12/2012

Objectif bâtiments positifs.**Révolutionner les habitudes dans le bâtiment.**

Daniela Sanna, ingénieur à l'ADEME : "Un investissement réel des maîtres d'ouvrages".

Les opérations "bâtiments à énergie positive" (Bepos) en chiffres.

Ademe et vous magazine n° 60, p. 7-13, web – 01/11/2012

LAGANDRE (E)

Améliorer les performances thermiques des logements.

Revue de l'énergie n° 610, p. 405-417, tabl. - 01/11/2012

CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable

MARCUS (V), MEILHAC (C), PENOT ANTONIOU (L)

Le crédit d'impôt développement durable : 1,4 million de bénéficiaires en 2010, très majoritairement propriétaires de maisons individuelles.

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Le-credit-d-impot-developpement.29859.html>

Point sur - Economie et évaluation - Développement durable n° 147, p. 1-4, graph., tabl. - 01/10/2012

Logement : priorité à la rénovation thermique.

Alternatives économiques, n° 317, p. 44-46 – 01/10/2012

CENTRE DE RECHERCHE POUR L'ETUDE ET L'OBSERVATION DES CONDITIONS DE VIE,
ELECTRICITE DE FRANCE

Secteur tertiaire. L'utilisateur lambda, acteur majeur de performances énergétiques accrues.
Energie Plus n° 492, p. 22-23 – 01/10/2012

CGDD Service de l'observation et des statistiques

CAVAILHES (J), HILAL (M)

Les émissions directes de CO2 des ménages selon leur localisation.

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Les-emissions-directes-de-CO2-des.html>

Point sur - Observation et statistiques - Energie n° 137, p. 1-4, cartes - 01/08/2012

Dossier. Les multiples visages des certificats d'économies d'énergie. Bilan 2006-2010 et 3e période pour les structures collectives, collectivités et entreprises. Comparaison avec 5 pays européens.

Energie Plus n° 488, p. 11-30, web - 15/06/2012

Structure collective, exclusivement réservée aux fioulistes en première période, la structure collective s'ouvre à tous les obligés en deuxième période.

5 questions sur le diagnostic de performance énergétique.

Journal des Maires n° 6, p. 42-43 - 01/06/2012

Émergence de la "valeur verte" dans l'immobilier : anticiper les bénéfices de la performance énergétique.

<http://www.ademe-et-vous.ademe.fr/archive/strategie-etudes/2012>

Ademe et vous - Stratégie et études n° 32, p. 1-6, tabl. - 13/04/2012

Dix points clés pour comprendre les certificats d'économie d'énergie.

Moniteur des travaux publics et du bâtiment (Le) n° 5649, p. 12-14, graph. - 02/03/2012

Le KWh cumac est l'unité de mesure du dispositif des certificats d'économie d'énergie (CEE) est le "KWh cumac" d'énergie finale. Ce terme, cumac, est la contraction de "cumulé" pour prendre en compte les économies annuelles réalisées sur toute la durée de vie du produit, et d'"actualisé". Pour connaître la quantité de certificats en KWh cumac, le calcul est le suivant : CEE (en KWh cumac) = gain annuel (KWh) x durée de vie (an) x coefficient d'actualisation.

Dossier bâtiment-énergie. Réglementation thermique 2012. Comment l'appliquer sans surcoût ? Faire travailler ensemble architecte et ingénieur. Concevoir sobriété et raisonner en coût global.

Environnement Magazine n° 1705, p. 47-53, web - 01/03/2012

Label bâtiment-énergie. Effinergie en fait plus.

Environnement Magazine n° 1705, p. 20 - 01/03/2012

L'efficacité énergétique au cœur du bâti.

Valeurs vertes n° 115, p. 26-30, tabl., graph. - 01/03/2012

Le diagnostic de performance énergétique (DPE) évolue au service des ambitions du Grenelle de l'environnement.

Enjeux AFNOR n° 321, p. 58-62 - 01/02/2012

Rénovation énergétique des bâtiments. "La réussite du Grenelle dépendra de la croissance et du prix de l'énergie". Entretien avec Philippe Dresto, président de l'Observatoire national des travaux et services du BTP (ONTS-BTP).

Energie Plus n° 498, p. 28-29, fig. - 15/01/2012

Ecoconstruction. Innovations à tous les étages : empreinte écologique du chantier, matériaux, consommation énergétique.

Industrie et Technologies n° 938, p. 31-42, web - 01/11/2011

Plan bâtiment Grenelle : quatre pistes pour doper l'innovation.

Moniteur des travaux publics et du bâtiment (Le) n° 5627, p. 14-15, cartes - 30/09/2011

EL ANDALOUSSI (EH), THIBAUT (JL)

L'efficacité énergétique dans le bâtiment en Méditerranée.

Futuribles n° 376, p. 47-59, tabl., cartes, graph. - 01/07/2011

Bâtiments basse consommation : un bilan à énergie positive.
Ademe et vous magazine n° 46, p. 7-13, cartes, tabl., web - 01/06/2011

Immobilier logistique. Les nouvelles plates-formes vertueuses.
Transports et logistique n° 81, p. 23-25 - 01/05/2011

Enquête. Le contrat de performance énergétique se cherche un avenir.
Energie Plus n° 464, p. 22-26 - 15/04/2011

Logement social : quels financements pour les opérations "Grenelle" ?
Réflexions Immobilières n° 56, p. 14-19, tabl., lexique, graph. - 01/04/2011

Bâtiments : le contrat qui garantit des économies d'énergie.
Gazette des communes des départements des régions n° 13/2071, p. 36-38 - 28/03/2011

ORTEGA (O)
Contrats de performance énergétique : ce qu'il faut savoir avant de se lancer.
Moniteur des travaux publics et du bâtiment (Le) n° 5598, p. 12-14 - 11/03/2011

Dossier. Maîtriser l'énergie en HLM.
Certificats d'économies d'énergie. Certifications, labels.
Performance énergétique. Rénovation énergétique.
Habitat et Société n° 61, p. 24-73 - 01/03/2011

Normes et certifications : pour mieux vivre l'habitat. Eco-performance des bâtiments : le reporting fait son chemin.
Enjeux AFNOR n° 312, p. 35-36 – 01/03/2011

Plan Bâtiment Grenelle : des propositions pour susciter l'innovation.
Energie Plus n° 461, p. 12-13 - 01/03/2011

La verte attitude peut-elle s'accorder des impératifs de retour sur investissement.
Observateur de l'Immobilier (L') n° 78, p. 70-76, tabl. - 01/03/2011

Construction durable. Qu'elle est verte mon usine !
Usine Nouvelle n° 3224, p. 42-46 - 03/02/2011

Les industriels du bâtiment intègrent les contraintes environnementales.
Energie Plus n° 458 supplément, p. 30-31 - 15/01/2011

MOISAN (F)
Du fonds démonstrateur aux investissements d'avenir : promouvoir une offre française dans le domaine des technologies vertes.
Annales des Mines - Responsabilité et Environnement n° 61, p. 109-116, bibliogr., fig. - 01/01/2011

Grenelle 2. Les contrats de performance énergétique des bâtiments. Fiche pratique n° 10.
Moniteur des travaux publics et du bâtiment (Le) n° 5580, p. 79-80 – 05/11/2010

DRESTO (P)
L'eco-efficacité énergétique en 2020 dans le bâtiment. Quatre scénarios possibles.
Energie Plus n° 454, p. 7, tabl. - 01/11/2010

JORIO (M), LAGANDRE (E), MARCHIO (D), RIVIERE (P)
Quels niveaux de performance pour la rénovation énergétique ? Un détour conceptuel pour éclairer les débats.
Revue de l'énergie n° 598, p. 392-397 - 01/11/2010

MOORE (R)
Le challenge de la rénovation durable d'un bâtiment historique.
Réflexions Immobilières n° 54, p. 19-30 - 01/10/2010

ROUDIL (N)
Artisans et PME du bâtiment sur la nouvelle scène énergétique.
Construction durable : l'artisanat renforce ses atouts.
Cahiers de l'IAU (Les) n° 156, p. 38-41 - 01/09/2010

BOUTELOUP (G), BULLIER (A), CARASSUS (J), ERNEST (D), PANCRAZIO (L), SANCHEZ (T)
Espace AREIM (Association de recherche et d'étude en immobilier). Évaluer et garantir la valeur verte immobilière.

Réflexions Immobilières n° 53, p. 39-46, tabl., schémas – 01/07/2010

Dossier. Entreprises : à petits pas vers le facteur 4.

CLER Infos n° 77, p. 7-16 - 01/07/2010

L'entrepôt se met au vert.

Transports internationaux et logistique n° 73, p. 28-32 – 01/06/2010

CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable
CALVET (L), MARICAL (F)

Le budget "énergie du logement" : les déterminants des écarts entre les ménages.

www.developpement-durable.gouv.fr/Le-budget-energie-du-logement-les.html

Point sur - Economie et évaluation - Développement durable n° 56, p. 1-4, graph., tabl. - 01/06/2010

BONY (S), BOUCHARD (JC), LUGAN (S), MEYER (A)

Immobilier durable. Bail vert : état des lieux.

Bail vert : un suivi des exigences d'amélioration de la qualité environnementale.

Réflexions Immobilières n° 52, p. 16-24, schémas - 01/04/2010

BEN JELLOUL (M)

Les choix énergétiques dans l'immobilier résidentiel à la lumière de l'analyse économique.

<http://www.strategie.gouv.fr/>

Note de veille du Centre d'analyse stratégique n° 172, p. 1-9, graph., tabl., bibliogr. - 01/04/2010

BREHIER (R), PAPPALARDO (M)

L'ingénierie, acteur-clé de l'éco-conception.

Eco-concevoir aujourd'hui pour demain.

Former pour demain.

Cahiers de l'Ingénierie de projet n° 79, p. 2-27, fig. - 01/04/2010

DUJIN (A), MARESCA (B)

La température du logement ne dépend pas de la sensibilité écologique.

Consommation et modes de vie n° 227, p. 1-4, graph., tabl. - 01/03/2010

BONDJAU (C)

Ces labels qui valorisent les économies d'énergie.

Energie Plus n° 438 supplément, p. 62 - 15/01/2010

GUILLOT (L), MOLHO (D), TRIEBEL (H)

Bâtiment : les solutions complètes et intégrées de Saint-Gobain.

PCM Le Pont n° 3, p. 80-88, tabl., graph. - 01/12/2009

APPARU (B)

La performance énergétique au coeur du logement.

Moniteur des travaux publics et du bâtiment (Le) n° 5524, p. 12-13 - 09/10/2009

PELLETIER (P)

Philippe Pelletier : sa mission pour la mise en oeuvre du Plan Bâtiment Grenelle.

Réflexions Immobilières n° 50, p. 5-10 - 01/10/2009

Enquête. La haute qualité environnementale, un investissement rentable ?

Environnement Magazine n° 1680, p. 26-32 - 01/09/2009

Les bâtiments neufs poursuivent leur mue.

Energie Plus n° 429 supplément, p. 42-47 - 01/07/2009

Dossier. Construire et rénover : les écomatériaux débordent d'atouts. Situation des impacts écologiques de la construction.

Revue durable (La) n° 34, p. 15-51 – 01/06/2009

L'efficacité énergétique des bâtiments est un enjeu majeur.
Rapport du WBCSD (World Business Council for Sustainable Development).
Energie Plus n° 426, p. 1, tabl. - 15/05/2009

Efficacité énergétique : des indicateurs pour évaluer les réseaux.
Energie Plus n° 425, p. 12-13, tabl. - 01/05/2009

20 propositions pour un immobilier durable.
Lettre Logistiques Magazine (La) n° 239, p. 4 - 01/05/2009

La grande bataille de la rénovation.
Usine Nouvelle n° 3141, p. 14-17 - 02/04/2009

Les fondations du Grenelle et sa mise en oeuvre dans le secteur du bâtiment, par Philippe Pelletier, président du comité stratégique du Plan Bâtiment Grenelle.
Valeurs vertes n° 97, p. 34-35 – 01/04/2009

STEAD (D)
Energy efficiency : temporal and geographical trends in Europe.
Energy and environment n° 20/3, p. 345/364, bibliogr., tabl., graph. - 01/04/2009

6èmes assises nationales de la haute qualité environnementale : la HQE intègre la performance énergétique.
Moniteur des travaux publics et du bâtiment (Le) n° 5494, p. 40-43 - 13/03/2009

BOF (M)
La performance énergétique au secours du bâtiment.
Observateur de l'Immobilier (L') n° spécial, p. 78-81, fig. - 01/03/2009